

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 03/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NORTENE TECHNOLOGIES SAS

13 Avenue de la Rotonde
CS 709005
59465 Lille

Références : 2024_08_29_Nortene_Lomme_0007004649_CI_légio
Code AIOT : 0007004649

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2024 dans l'établissement NORTENE TECHNOLOGIES SAS implanté 13 Avenue de la Rotonde CS 709005 59465 Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORTENE TECHNOLOGIES SAS
- 13 Avenue de la Rotonde CS 709005 59465 Lille
- Code AIOT : 0007004649
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Nortene appartient au groupe espagnol Interimas depuis 2004. C'est une société spécialisée dans l'extrusion plastique. Les applications sont nombreuses, notamment dans le domaine agricole (protection d'arbre, manchons), l'aquaculture (casier pour élevage des huîtres), le bâtiment / géosynthétique (grillage avertisseur pour la protection des canalisations, balisage chantier / trous), l'industrie (produits de filtration à destination de l'automobile par exemple).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention de la légionellose	Arrêté Préfectoral du 14/04/2010, article 8.2	Sans objet
2	Légionelles	Arrêté Préfectoral du 14/04/2010, article 8.2.5	Sans objet
3	Légionelles	Arrêté Préfectoral du 14/04/2010, article 8.2.5.1	Sans objet
4	Suites de l'inspection du 07/12/23 (rapport du 12/02/24)	Autre du 12/02/2024	Sans objet
5	Suites de l'inspection du 07/12/23 (rapport du 12/02/24)	Autre du 12/02/2024	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris en compte les remarques de l'inspection suite à l'incident survenu le 30 novembre 2023. Il a mis en place les actions correctives de son plan d'action. Les déchets doivent être évacués dans les semaines à venir, dès proposition d'une date par la société Chimirec. Par ailleurs, le contrôle inopiné de la tour aéroréfrigérante ne démontre aucun dépassement des valeurs limites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la légionellose

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2010, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné
Prescription contrôlée : Les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air respectent les prescriptions prévues dans l'arrêté ministériel applicable aux installations visées par la rubrique 2921. En particulier, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la concentration en Legionella specie dans l'eau de l'installation en fonctionnement soit en permanence maintenue à une concentration inférieure à 1000 UFC/L selon la norme NF T 90-431.

Constats : Le jour de l'inspection, un contrôle inopiné Légionnelle a été réalisé par Socotec. Le rapport est daté du 12 septembre 2024 et référencé A1482/24/1235. Il présente un résultat conforme, avec une présence de Legionella pneumophila non quantifiable (<100 ufc/L).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2010, article 8.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'efficacité du nettoyage et de la désinfection
Prescription contrôlée : Un plan de surveillance destiné à s'assurer de l'efficacité du nettoyage et de la désinfection de l'installation est défini [...]. L'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation. Les prélèvements pour ces diverses analyses sont réalisés périodiquement par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'apprécier l'efficacité des mesures de prévention qui sont mises en œuvre.
Constats : L'exploitant indique qu'un contrôle est réalisé tous les mois via le laboratoire Eurofins. Le traiteur d'eau Kurita effectue également un contrôle une fois par mois relatif aux dosages, aux pompes et aux consommations. Les paramètres notamment surveillés par le traiteur d'eau sont les suivants : pH, K, TH, TA, TAC, chlorures, fer, turbidité, Ferrocid. En 2024, un traitement choc a été effectué avant arrêt et nettoyage, puis un autre a été réalisé au redémarrage. Il existe un planning annuel avec toutes les opérations à réaliser, leurs périodes de réalisation et qui en a la charge. Le planning n'était pas disponible pour 2024. L'exploitant précise que les intervenants n'ont pas changé, donc le planning de 2023 sert de base pour les contrôles 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assure d'avoir un planning à jour pour chaque année.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2010, article 8.2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence d'analyse
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella specie selon la norme NF T 90-431 est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Si pendant une période d'au moins 12 mois continus, les résultats des analyses sont inférieurs à 1000 unités formant colonies par litre d'eau, la fréquence des prélèvements et analyses des Legionella specie selon la norme NF T 90-431 pourra être au minimum trimestrielle.

Si un résultat d'une analyse en légionelles est supérieur ou égal à 1000 unités formant colonies par litre d'eau, ou si la présence de flore interférente rend impossible la quantification de Legionella specie, la fréquence des prélèvements et analyses des Legionella specie selon la norme NF T 90-431 devra être de nouveau au minimum bimestrielle.
Constats : L'exploitant procède à des analyses mensuelles afin de détecter au plus vite toute dérive qui entrainerait un risque, mais également un arrêt d'exploitation préjudiciable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suites de l'inspection du 07/12/23 (rapport du 12/02/24)

Référence réglementaire : Autre du 12/02/2024
Thème(s) : Risques accidentels, Suites incident
Prescription contrôlée : Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : 1. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le compte-rendu des pompiers sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport. 2. L'exploitant revoit son stockage de produits afin de ne pas stocker deux produits incompatibles sur le même bac de rétention. 3. L'exploitant sécurise le stockage de Ferrocid 85-90 pour éviter qu'une telle erreur ne se reproduise (mise en place d'un détrompeur, stockage sécurisé avec accès par clé...). 4. L'exploitant procède au remplacement du bac de rétention et du pied ayant réagi avec le produit. Il rappelle à son personnel la nécessité de laisser les bacs de rétentions vides. 5. L'exploitant transmet à l'inspection le BSD relatif aux déchets récupérés lors de l'incident sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport. L'exploitant souhaite également se doter d'une ou deux tenues spécifiques et former certains agents pour pouvoir intervenir. Il prévoit de relancer une formation/information de son personnel sur la gestion d'un incident et la réponse à apporter en situation d'urgence.
Constats : 1/ Le compte rendu des pompiers a été présenté. Il mentionne l'intervention d'un binôme spécialisé en risques chimiques, la présence de fumées blanches piquantes, ainsi que d'un liquide jaune épandu sur le sol avec une émulsion blanche. Le compte-rendu évoque la présence d'une fuite au niveau d'une pompe, hypothèse privilégiée lors de l'incident, que l'exploitant a par la suite écartée. 2/ Les listes de produits stockés sur les deux bacs de rétention en place dans le local traitement des eaux ont été revues. Celles-ci mentionnent les produits devant être obligatoirement stockés ou étant interdits sur l'une ou l'autre des rétention. Les FDS des produits n'ont pas été vérifiées le

<p>jour de l'inspection.</p> <p>3/ Par ailleurs, le produit à l'origine de l'incident (Ferrocid 85-90) n'est plus commandé ni stocké pour éviter toute erreur humaine. Le produit utilisé à sa place est le Ferrocid 85-80, déjà utilisé sur le site pour d'autres usages. L'exploitant mentionne que cette modification a été validée par le traiteur d'eau.</p> <p>4/ Le bac de rétention a été remplacé par un bac en plastique afin d'éviter toute réaction. Le pied de support de la pompe a également été remplacé. Lors de la visite, le bac de rétention du produit Ferrocid 85-80 en cours d'utilisation est vide.</p> <p>5/ L'exploitant indique que les déchets sont toujours présents sur le site, dans la benne de déchets chimiques. Il précise que la benne était trop vide pour faire intervenir Chimirec. L'exploitant a procédé à la demande de passage de Chimirec pour l'évacuation des déchets le 16/08. Chimirec a confirmé la prise en compte de la demande le 19/08, cependant aucune date de passage n'est à ce jour fixée.</p> <p>Concernant les équipements et formations, l'exploitant indique que ces actions n'ont pas été mises en œuvre, mais qu'elles sont toujours dans les actions correctives envisagées suite à l'accident.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précise le programme d'entretien et de vérification des pompes.</p> <p>L'exploitant transmet la preuve de l'enlèvement des déchets sous 15 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Suites de l'inspection du 07/12/23 (rapport du 12/02/24)

<p>Référence réglementaire : Autre du 12/02/2024</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Partie "Bilan synthétique des fiches de constats" : Lors de la visite terrain, l'exploitant précise que le local entier est sur rétention. Cependant, il n'a pas été en mesure d'indiquer dans quelle direction sont dirigés les éventuels épandages. L'exploitant reprend son plan des réseaux et précise à l'inspection des installations classées la destination des eaux ou produits éventuellement épandus dans le local.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le plan fournit par l'exploitant le jour de l'inspection et les explications associées, les effluents recueillis rejoignent les eaux usées domestiques avant envoi à la station d'épuration de Marquette-lez-Lille.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>